

ANNEXE I AU  
REGLEMENT DE LA CONSULTATION

« CADRE DE REPONSE TECHNIQUE »

Le présent cadre de réponse et son plan constitue la trame du mémoire technique que le candidat remet à l'appui de son offre.

Le candidat peut apporter tout élément complémentaire qu'il juge utile à l'appui de son mémoire technique.

Le pouvoir adjudicateur examinera les dispositions du mémoire technique du candidat telles que décrites dans ce document pour sélectionner les offres.

**1. PROFIL DE LA SOCIETE**

**- Profil général**

Le candidat présente :

- La dénomination sociale, la forme juridique et les coordonnées de la société ;
- Les implantations géographiques en France et/ou à l'international ;
- L'historique de la société, son positionnement et son cœur de métier ;
- Les domaines d'expertise en lien avec :
  - La lutte contre les pollutions marines et littorales ;
  - La sécurité maritime ;
  - La gestion de crise et l'action de l'État en mer ;
- Les effectifs globaux et leur répartition par fonction ;
- L'organisation interne de la société (organigramme commenté).

**- Expérience**

Le candidat décrit :

- Ses principaux clients institutionnels et zones d'intervention ;
- Les références significatives en matière de :
  - Formations techniques et opérationnelles maritimes ;
  - Formations de lutte contre les pollutions accidentelles ;
  - Formations réalisées à l'international, notamment dans le cadre de coopérations institutionnelles ;
- Les expériences en lien avec les référentiels internationaux (OMI, MARPOL, IMS, ORSEC) ;
- Les références pertinentes réalisées sur des projets comparables en volume, complexité ou contexte sécuritaire.

ANNEXE I AU  
REGLEMENT DE LA CONSULTATION

« CADRE DE REPONSE TECHNIQUE »

2. MOYENS HUMAINS AFFECTES AU MARCHÉ

- **Equipe dédiée au marché :**

Le candidat présente l'équipe mobilisée pour l'exécution du marché, en distinguant :

a) Equipe de pilotage et de direction

- Nombre de personnes ;
- Fonctions et responsabilités ;
- Expérience dans la conduite de projets de formation complexes et internationaux.

b) Equipe pédagogique et opérationnelle

- Formateurs et experts techniques mobilisables ;
- Compétences maritimes, opérationnelles et pédagogiques ;
- Expériences en formation OMI (niveaux 2 et 3 le cas échéant) ;
- Expérience en contexte international et multiculturel ;
- Certifications et qualifications pertinentes.

c) Equipe de soutien administratif et logistique

- Gestion des bons de commande ;
- Organisation des déplacements internationaux ;
- Suivi financier et administratif ;
- Interface avec la DCSD. Le candidat désigne un ou plusieurs interlocuteurs dédiés, en relation directe avec la DCSD pour toute la durée du marché (identité, fonction, expérience, coordonnées).

3. METHODOLOGIE

- **Logistique de réalisation :** La méthodologie proposée décrit de manière détaillée la logistique de réalisation des actions de formation. Elle précise les activités, les processus et les moyens mis en œuvre afin de coordonner, planifier, organiser et exécuter efficacement les formations, qu'elles soient en présentiel ou en e-learning.

Le candidat expose notamment :

- Sa démarche de conception pédagogique, fondée sur une ingénierie de formation structurée et adaptée aux objectifs du CCP ;
- La déclinaison des contenus minimaux du CCP en apports théoriques, exercices pratiques et mises en situation opérationnelles ;

## ANNEXE I AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

### « CADRE DE REPONSE TECHNIQUE »

- Les modalités d'évaluation des acquis et de validation des compétences ;
- Les modalités d'adaptation des formations aux publics bénéficiaires et aux contextes locaux ;
- La prise en compte des normes et standards internationaux applicables ;
- Les dispositifs de retour d'expérience ainsi que les mécanismes d'analyse et de prise en compte des évaluations.

La méthodologie couvre l'ensemble du cycle de la prestation, depuis la réception de la demande jusqu'à la clôture de l'action de formation, et précise :

- Les moyens techniques (plateformes e-learning, logiciels, applications métier, etc.) et administratifs (gestion des demandes, planification, suivi des prestations) mobilisés ;
- Les modalités d'exécution financière et de relation avec la DCSD (reporting financier, points de situation budgétaire, etc.) ;
- Les dispositifs de coordination des équipes et d'interaction avec la DCSD ;
- Les mesures d'optimisation des coûts et de respect des contraintes budgétaires ;
- Le respect des délais contractuels ;
- Les procédures de gestion des aléas et d'anticipation des risques, incluant spécifiquement l'organisation des déplacements à l'étranger, la prise en compte des contraintes administratives, réglementaires, logistiques et sécuritaires propres aux pays d'accueil, ainsi que les modalités d'adaptation en cas d'annulation, de report ou de défaillance d'un missionnaire.

#### - **Cas pratique :**

La méthodologie proposée intégrera la réponse du candidat au cas pratique décrit en Annexe III du RC, au regard des exigences énoncées au CCP.

#### - ***Démarche qualité :***

Le candidat décrit :

- Ses procédures internes de contrôle qualité ;
- Les éventuelles certifications ou normes appliquées (ISO ou équivalent) ;
- Les dispositifs d'amélioration continue ;
- Les modalités de retour d'expérience et de prise en compte des évaluations.

ANNEXE I AU  
REGLEMENT DE LA CONSULTATION

« CADRE DE REPONSE TECHNIQUE »

4. RSE

Le candidat développe les actions entreprises en matière de démarche RSE, il précise à l'appui de justificatifs, comment elles sont évaluées et améliorées.

- **Engagement :**

Le candidat présente :

- Sa politique RSE (charte, référentiel, label ou certification) ;
- L'intégration de la RSE dans la stratégie globale de l'entreprise ;
- Les priorités actuelles et objectifs futurs en matière de RSE ;
- Les modalités d'évaluation et de suivi des actions mises en œuvre.

- **Impact environnemental :**

Le candidat décrit les mesures mises en œuvre pour limiter l'impact environnemental dans le cadre de l'exécution du marché, notamment :

- Réduction de l'empreinte carbone des déplacements ;
- Optimisation logistique et énergétique ;
- Gestion et réduction des déchets ;
- Sensibilisation des équipes et formateurs aux enjeux environnementaux ;
- Cohérence avec les thématiques environnementales des formations dispensées.